

aventure à haut risque. Pour l'heure, ce pari est masqué par ce qu'il convenu d'appeler la « globalisation » : un processus marchand irréversible qui s'opposerait aux appareils étatiques. L'idéologie dominante essaie de nous faire dire que nous sommes pour ou contre, que nous voulons consolider cette évolution en institutionnalisant une gouvernance globale réformée et consolidée, ou que nous voulons purement et simplement renoncer à la modernisation. Ce type de discussion revient à boxer contre son ombre. Pour démasquer les réalités de la gouvernance globale, il faut commencer par revenir aux fondamentaux : la logique du capitalisme et de la lutte des classes.

(Traduit de l'anglais par Samuel Liberman)

Société civile et gouvernance globale

François Houtart

Directeur du Centre Tricontinental et de la revue *Alternatives Sud*

Vers une société civile mondiale : celle d'en bas ou celle d'en haut ?

Très utilisé aujourd'hui, le concept de société civile est tellement large qu'il permet toutes les interprétations, mais aussi toutes les équivoques. Quand la Banque mondiale parle de société civile, il s'agit de tout autre chose que de la réalité à laquelle se réfèrent le Forum des pauvres de Thaïlande ou le mouvement des Sans-Terre au Brésil. Il est donc bien nécessaire d'en faire une analyse, au-delà des slogans, car en fait, la société civile est le lieu des luttes sociales, donc de la définition d'enjeux collectifs. Examinons les choses de plus près.

Qu'est-ce que la société civile ?

Dans l'histoire, le concept a beaucoup évolué. Il fut à la Renaissance opposé à celui de société naturelle, signifiant un ordre social organisé, supérieur, car civilisé et rationnel. Le philosophe anglais Locke y incluait l'État. Pour Adam Smith, il s'agissait de tout ce qui était socialement construit, y compris le marché et l'État. Pour Hegel, c'était l'espace social situé entre la famille d'une part et l'État de l'autre. Prenant le contre-pied, Marx définit la société civile comme l'ensemble des rapports sociaux, les rapports économiques conditionnant les autres. Pour Antonio Gramsci enfin, il existe deux réalités recouvrant les rapports économiques, la société politique et la société civile, cette dernière constituée par les institutions qui encadrent les individus et sont destinées à produire un consensus : l'école, les médias, les institutions religieuses, etc. On pourrait dire que, dans cette dernière conception, la société civile se situe entre le Prince et le Marchand, entre l'État et le marché¹.

Ce bref rappel de l'évolution historique du concept a pour seul but de montrer les variations de sens, selon les conceptions que l'on a de la société. Aucun concept n'est innocent, surtout quand il sert à définir le fonctionnement des collectivités humaines. C'est ce que nous constatons aujourd'hui encore. En effet, quand on parcourt les prises de positions contemporaines, on découvre trois grandes orientations : une conception bourgeoise de la société civile, celle d'en haut ; une conception que j'appellerai angélique, qui la définit

comme le regroupement de tous les bons ; et enfin une conception populaire, celle d'en bas.

La conception bourgeoise de la société civile

La bourgeoisie valorise la société civile comme un élément essentiel de sa stratégie de classe. C'est pour elle le lieu du développement des potentialités de l'individu et de l'exercice des libertés. Parmi celles-ci, la principale est la liberté d'entreprise, considérée d'ailleurs comme source de toutes les autres libertés. C'est donc l'entreprise qui est le pivot de la société civile. S'articulent à cette dernière les grandes institutions à caractère idéologique jouant un rôle de reproduction sociale : l'école, les religions, les médias, ainsi que l'ensemble du secteur non marchand (services publics privatisés) et surtout des organisations volontaires destinées à suppléer aux carences du système. Dans cette perspective, le rôle de l'État est limité à la fourniture du cadre juridique garantissant la propriété privée et le libre exercice d'entreprendre, à assurer le fonctionnement de la reproduction sociale (enseignement, santé...), et à protéger les individus. On retrouve presque mot pour mot cette représentation idéologique chez Michel Camdessus, lorsqu'il parle des « trois mains » : la main invisible du marché, celle de l'État destiné à organiser la règle du jeu, et celle de la charité s'occupant de ceux qui passent à travers les mailles du filet.

L'implacable logique de cette pensée se rattache à celle de l'économie capitaliste de marché. Pour cette dernière, le marché est un fait de nature et non pas un rapport socialement construit. Il faut donc garantir son fonctionnement dans la plus grande liberté possible, sans obstacle, surtout de la part de l'État, et en fonction d'une éthique interne stricte, ce qui permet au marché de remplir au mieux la fonction de régulateur universel des activités inter-humaines. Il n'est donc pas nécessaire de recourir à une quelconque théorie du complot (aujourd'hui mondialisé), pour expliquer ce phénomène. La question est plus grave, il s'agit d'une logique impersonnelle qui envahit le cœur et l'esprit des personnes les plus respectables.

Mais le marché n'est pas dissociable de la production, puisque ce sont des biens et des services qui s'échangent. Or dans le cas de l'économie capitaliste, les rapports sociaux de production établissent un lien de classe, soumis inexorablement à la loi de la compétitivité. Selon la conception bourgeoise, renforcer la société civile signifie alors favoriser la liberté d'entreprendre, dynamiser les acteurs sociaux entrepreneurs, réduire la place de l'État et finalement reproduire le rapport social qui assure une domination de classe aujourd'hui mondialisée. Et comme le rapport social, tant celui de production que celui d'échange (le marché), est naturalisé, il n'y a pas d'alternatives.

Il en résulte une stratégie très cohérente vis-à-vis de la société civile. Il s'agit de mettre en valeur le réseau d'institutions qui en constituent la trame : les appareils idéologiques, les organisations volontaires, en leur donnant un statut privé. Cela permet de canaliser institutionnellement la demande sociale des groupes et des classes fragilisées et de les fragmenter. Il est relativement aisé de coopter certaines organisations volontaires, religieuses ou laïques, notamment dans des actions de soulagement de la pauvreté. Les effets de cette conception de la société civile sont notables. Comme le marché devient la norme universelle du fonctionnement des rapports humains, il configure non seulement le panorama de la consommation, mais aussi le champ de la culture. Il en résulte une série de déplacements : du politique vers le marché, du développement vers la croissance, du citoyen vers l'individu consommateur, de l'engagement politique vers les référents culturels institutionnels (ethnie, genre, religion). La société civile se dépolitise, car, face au marché, elle devient de plus en plus virtuelle. Des mouvements sociaux cherchent alors leur identité exclusivement dans leur propre champ, en rupture avec la tradition politique. Certaines ONG développent ainsi une idéologie farouchement anti-étatiste. Des mouvements religieux se multiplient, centrés sur le salut individuel et dénués de projection sociale.

Il faut donc être bien conscients de ce que signifie la société civile pour la conception bourgeoise. La similitude du vocabulaire ne doit pas faire illusion. Quand la Banque mondiale, le Forum économique mondial de Davos, ou certains gouvernants parlent de société civile, cela n'a rien à voir avec ce qu'entendent sous le même mot les mouvements sociaux présents à Seattle, à Prague ou à Porto Alegre. Mais avant de passer à la conception populaire de la société civile, nous voudrions aborder une autre manière de voir les choses, souvent partagée par de nombreux milieux.

La conception « angélique » de la société civile

Dans cette perspective, la société civile est composée des organisations générées par des groupes sociaux généralement fragilisés dans la société actuelle, par les ONG, par le secteur non marchand de l'économie et par les institutions d'intérêt commun, éducatives et de santé. C'est une sorte de tiers-secteur, entre le marché et l'État, censé leur faire contrepoids. En un mot, il s'agit de l'organisation des citoyens, de tous ceux qui veulent le bien et désirent changer le cours des choses dans un monde d'injustice.

Certes, les objectifs poursuivis par les composantes de la société civile, dans ce cadre de pensée, répondent souvent à de vrais besoins, mais cette conception ne débouche pas sur un autre ordonnancement des rapports sociaux. C'est comme si la société était composée d'une collection d'individus regroupés

pés en strates superposées et qui revendiquent une place équitable en son sein, sans qu'on reconnaisse pour autant l'existence de rapports sociaux créés par l'organisation capitaliste de l'économie et dont la reproduction est indispensable à son maintien.

Un tel concept de société civile permet de mener certains combats sociaux. En effet, il alimente la dénonciation des abus du système, mais il n'aboutit pas à une critique radicale de sa logique. C'est pourquoi il devient facilement le réceptacle d'idéologies anti-étatistes, interclassistes, culturalistes, utopiques au sens négatif du terme. Tout en manifestant le désir sincère de changer les paradigmes de la société, il engendre à long terme l'inefficacité. Par certains biais, il rencontre sans le savoir la conception bourgeoise de la société civile, et c'est pourquoi les institutions qui partagent cette conception de la société civile sont l'objet de sollicitations, et souvent de cooptation, de la part des entreprises transnationales, de la Banque mondiale ou du Fond monétaire international.

La conception analytique ou populaire de la société civile

Le mot analytique signifie ici une lecture de la société civile en termes de rapports sociaux, ce qui constitue déjà un acte politique. En effet, cela signifie que cette société civile est bien un lieu où se construisent les inégalités sociales et qu'il existe en son sein des institutions et des organisations représentant des intérêts de classes divergents ou contradictoires. Il ne suffira pas de changer les cœurs pour transformer automatiquement les sociétés, même si une telle démarche est très importante.

Sans doute, les rapports sociaux capitalistes ne sont-ils plus les mêmes dans leurs formes que ceux du XIX^e siècle européen, et cela a des effets importants sur la société civile. Les rapports directs capital/travail sont dérégulés par l'orientation néo-libérale de l'économie. Ils sont minoritaires dans les sociétés du Sud, mais l'ensemble des populations est indirectement intégré dans le capitalisme par le biais des mécanismes macro-économiques des politiques monétaires, de la dette, du prix des matières premières... Les nouvelles technologies, la concentration des entreprises, la mondialisation du marché, la volatilité du capital financier, et bien d'autres facteurs encore, n'ont certes pas brisé la logique du capitalisme, mais ils ont contribué à diffuser ses effets dans l'espace et à les répartir autrement dans le temps. En effet, il y a de moins en moins de frontières et les protections sociales résistent difficilement à des pouvoirs de décision qui échappent aux États. Par ailleurs, le temps ne compte plus pour les transactions financières, alors que leurs conséquences sociales agissent sur de longues périodes.

Il en résulte que le rapport social capitaliste est devenu moins visible, plus diffus, et cela affecte les modalités des luttes sociales. Il existe aujourd'hui des

populations pauvres sans lutte de classes correspondantes, des travailleurs qui se définissent d'abord comme des consommateurs, des groupes sociaux fragilisés par le système économique qui réagissent en fonction de leurs appartenances de caste (comme les dalits en Inde), d'ethnie, de genre, sans faire le lien avec les logiques économiques à la source de leur précarité. Les luttes particulières se multiplient, mais elles restent la plupart du temps fragmentées géographiquement ou sectoriellement face à un adversaire de plus en plus concentré

La société civile est donc façonnée par le marché dans des rapports inégaux. L'espace public est envahi par les forces économiques. Les groupes dominants agissent mondialement en utilisant les États non point dans un but de redistribution de la richesse et de protection des plus faibles, mais de plus en plus pour contrôler les populations (migrations, mouvements sociaux, société civile populaire) et servir le marché. Les mécanismes sont divers, allant des politiques monétaires aux traités de libre échange, des réformes juridiques à celles de l'enseignement, de la privatisation de la sécurité sociale à celle des services de santé, de la diminution des subsides à la recherche sociale à celle des appuis aux organisations populaires, de la suppression de la publicité à la presse de gauche au contrôle des communications téléphoniques, d'un affaiblissement des secteurs progressistes des institutions religieuses à une mise sous tutelle des ONG. Bref, on assiste, de la part du marché, à une mise au pas et à une domestication de l'État et des organes de l'Onu, et à un contrôle de la société civile dont le dynamisme et la pluralité sont admis et même encouragés à condition toutefois de ne pas remettre en cause le rapport social capitaliste.

Sur la base d'une telle analyse, se développe aussi une conscience sociale plus approfondie. Il existe en effet une société civile d'en bas, qui est l'expression des groupes sociaux défavorisés ou opprimés, qui expérimentent et découvrent peu à peu les causes de leur situation. C'est elle qui est à la base des résistances qui s'organisent et se mondialisent aujourd'hui. C'est elle qui revendique un espace public au service de l'ensemble des êtres humains et non d'une minorité. C'est elle qui veut transformer en citoyens ceux que l'on réduit à n'être que des producteurs et des consommateurs, ceux qui se débattent dans les affres des économies informelles, ceux qui forment cette « foule inutile » pour le marché globalisé.

Quelle société civile, quel espace public, quelles alternatives ?

Les mouvements sociaux ne datent pas d'hier. Les résistances au capitalisme, au colonialisme, aux guerres de conquête des marchés, jalonnent l'histoire des peuples. Le mouvement ouvrier s'est imposé comme un paradigme des luttes durant près de deux siècles. Les révoltes paysannes ont ébranlé bien

des sociétés, notamment au moment où s'introduisait le capitalisme agraire. D'innombrables peuples autochtones, que l'on appelle aujourd'hui les premières nations, se sont opposés à leur destruction culturelle ou physique sous les coups de l'expansion mercantile ou de la conquête de leur territoire. Les mouvements féministes ont, dès le XIX^e siècle, réagi face au caractère spécifique de l'exploitation des femmes au travail et face à leur exclusion de la citoyenneté. Alors, en quoi consiste la nouveauté ?

Un premier élément nouveau est l'apparition, dans le panorama des résistances, des mouvements écologistes. La destruction de l'environnement produite par un rapport marchand avec la nature, nullement freinée par un socialisme qui, très rapidement, définit ses objectifs en fonction du développement des forces productives pour rattraper le capitalisme, et aggravée considérablement dans les trente dernières années d'accumulation capitaliste néo-libérale, a provoqué de nombreuses réactions. De plus en plus nombreux sont ceux et celles qui font le lien entre la logique économique et les problèmes écologiques, même si ce n'est pas encore le cas de tous.

Au cours de la guerre froide, on a connu de nombreux mouvements pacifistes qui se rattachaient à des traditions anti-bellistes nées dès la fin du XIX^e siècle. Ils connaissent aujourd'hui une certaine stagnation, parce que les conflits se sont localisés hors des grands centres de la mondialisation, mais des événements comme la guerre du Golfe ou celle du Kosovo ont ravivé les mémoires et rappelé que l'impérialisme économique ne peut se passer d'un bras armé, qu'il s'appelle l'Otan ou le plan Colombie.

La multiplication des ONG, vocable nouveau pour une réalité souvent préexistante, recouvre une nébuleuse d'organisations dont la source se situe dans la société civile. Elle est aussi une caractéristique de notre temps. Leur réalité est hybride et ambivalente, depuis celles qui sont organisées par le système dominant, jusqu'à celles qui se laissent docilement instrumentaliser, en passant par celles qui s'identifient aux luttes sociales et expriment des solidarités Nord-Sud.

Anciens mouvements sociaux d'ordre syndical ou politique, nouveaux mouvements définis par des objectifs dépassant les rapports de classes (femmes, peuples indigènes, paix, défense de l'environnement, identité culturelle, etc.) tout en étant inévitablement ancrés dans ces derniers, ONG, tout cela constitue un foisonnement d'initiatives dans lequel il est parfois difficile de se retrouver. Cependant, pour que la société civile d'en bas puisse agir efficacement, tant au niveau de chaque nation que sur le plan mondial, des critères de jugement sont nécessaires.

La pensée postmoderne se trouve très à l'aise face à cette situation, qu'elle interprète comme la fin de ce que certains appellent « les grands récits », assi-

milant l'étude des sociétés à la linguistique, c'est-à-dire la fin des systèmes et des grandes structures, celle des explications d'ensemble. Tout cela est remplacé par l'histoire immédiate, l'intervention de l'individu sur son environnement direct, la multiplication des « micro-récits ». En réaction à une modernité prométhéenne, à un discours totalisant, on tombe dans une lecture atomisant la réalité qui en sort éclatée, pulvérisée, inintelligible dans sa genèse, insignifiante par rapport à un ensemble historique. Bref une société civile est réduite à une addition de mouvements et d'organisations, dont la simple multiplicité suffirait à contester un ordre totalitaire de nature politique ou économique. Quelle aubaine, pour le capitalisme mondialisé qui a réussi à construire les bases matérielles de sa globalisation comme système, grâce aux technologies de la communication et de l'informatique, de voir se développer une idéologie annonçant la fin des systèmes ! Rien ne pourrait lui être plus fonctionnel. Aussi fondamentale que soit la critique de la modernité véhiculée par le capitalisme, l'apport du postmodernisme ne peut guère nous aider à analyser la société civile contemporaine, ni surtout contribuer à la dynamiser comme source de résistances et de luttes efficace. La fragmentation de ces dernières relève à la fois des conséquences et des stratégies du système capitaliste.

Le critère d'analyse des multiples composantes de la société civile d'en bas ne pourra être que leur caractère anti-systémique, c'est-à-dire la mesure dans laquelle chacune d'entre elles, mouvements sociaux ou organisations non gouvernementales, contribue à remettre en question, dans son domaine propre, la logique du système. Cela suppose une capacité à resituer leur pensée et leur action spécifiques dans un cadre général, à voir en quoi les paysans sans terre plus que jamais rejetés quand le sol devient un capital, les peuples autochtones premières victimes des programmes d'ajustements structurels, les femmes portant le poids d'une pauvreté qui aggrave les rapports patriarcaux, les classes moyennes fragilisées par les politiques monétaires et les transactions financières spéculatives, une organisation de la santé délabrée par la mercantilisation, des enfants chassés des écoles par une conception élitiste de l'enseignement, une politique sociale ruinée par le poids de la dette extérieure, des cultures écrasées par une américanisation systématique, des moyens de communications domestiqués par les intérêts économiques, des chercheurs limités par les exigences de rentabilité à court terme, l'art réduit à sa valeur d'échange, une agriculture dominée par les multinationales de la chimie ou de l'agro-business, un environnement dégradé par un développement conçu exclusivement en termes de croissance, relèvent tous d'une extraction de la richesse liée à la logique du marché capitaliste.

Cela exige ensuite, de la part des mouvements et organisations de la société civile d'en bas, une délégitimation du système économique dominant. Il ne s'a-

git pas seulement de condamner ses « abus », ce que font des instances éthiques telles que les Églises chrétiennes ou les porte-parole des grandes religions, mais aussi certains tenants du système qui savent que ces pratiques mettent en danger l'économie capitaliste elle-même. Il faut dénoncer la logique qui préside à sa construction et à ses pratiques, débouchant nécessairement sur des contradictions sociales et sur l'impossibilité d'assurer les bases matérielles nécessaires à la vie physique et culturelle de toute l'humanité.

Enfin, il s'agit de chercher des alternatives. Non de simples palliatifs susceptibles de soulager à court terme des situations extrêmes de misère, ni des mesures irréalistes donnant l'illusion de sortir d'un système qui, telles les lianes de la forêt tropicale, reprend le dessus en une ou deux saisons. Non point des « alternatives » fonctionnelles à la perpétuation du système, telle la Troisième Voie tant prisée dans les milieux réformistes qui poursuivent l'illusion d'humaniser le capitalisme. Mais dans la perspective d'une organisation post-capitaliste de l'économie, projet à long terme certes, mais indispensable, qui comprenne à la fois une dimension utopique (le type de société que l'on veut construire), des projets à moyen terme, et des objectifs à court terme, dont l'élaboration incombe à la société civile d'en-bas.

Quelle société civile, quels espaces publics face à la mondialisation ?

Se pose alors la question : quelle société civile promouvoir, et quels espaces publics face à la mondialisation du rapport social capitaliste ? Les balises sont claires, même si l'action n'est pas facile, et si l'adversaire est puissant. Nous pouvons relever cinq orientations majeures.

La première est la promotion de la société civile d'en-bas, qui se définit comme anti-systémique, regroupant l'ensemble de ceux qui, dans tous les domaines de la vie collective, contribuent à construire une autre économie, une autre politique, une autre culture, avec des succès et des échecs, des réussites et des erreurs. Cette société civile a besoin de ses intellectuels pour redéfinir constamment avec les mouvements sociaux les enjeux et les objectifs. Elle doit formuler son propre agenda, pour ne pas être à la traîne des décideurs mondiaux. Elle devra, à l'instar de *L'Autre Davos* et du Forum social mondial de Porto Alegre, inventer ses propres expressions et sa propre culture, comme tant d'autres mouvements l'ont fait dans le passé.

Une deuxième fonction de la société civile d'en bas est d'être porteuse d'utopies concrètes qui mobilisent, qui ravivent l'espérance, qui se construisent dans les luttes sociales, qui ne sont jamais épuisées par leurs traductions concrètes et qui restent comme un phare dans l'existence des collectivités comme des individus ; des utopies portées par les grandes traditions humanistes, laïques et religieuses. Ne négligeons pas, comme ce fut trop souvent le

cas dans le passé, les énormes réserves d'utopies que véhiculent les grands mouvements religieux, quand ils ne sont pas des vendeurs d'illusions, quand ils ne s'épuisent pas dans des logiques institutionnelles identifiant la foi aux appareils ecclésiastiques, quand ils inspirent et motivent des engagements sociaux, quand ils mettent en valeur le caractère libérateur de leurs théologies, quand ils rappellent l'éthique des comportements individuels si importants pour la construction d'une nouvelle société.

En troisième lieu, la société civile d'en bas doit se caractériser par la recherche d'alternatives au niveau des grandes conquêtes politiques comme à celui de la vie quotidienne ; celui des organisations internationales et des Nations-Unies, comme celui de besoins existentiels des appauvris, celui de la vie matérielle comme celui de la culture ; celui du respect de la nature, comme celui de l'organisation de la production ; celui du développement, comme celui de la consommation. C'est un enjeu considérable, qui exige un long travail, mais dont les prémices sont déjà posées.

Le quatrième aspect est la conquête des espaces publics. C'est l'articulation avec le politique. Sans cette dernière, l'action reste stérile ou pour le moins limitée. Il s'agit en effet de construire un rapport de forces permettant de déboucher sur des décisions. C'est la condition pour l'établissement d'une vraie démocratie qui, sans ignorer la dimension électorale, ne se limite pas à celle-ci et couvre l'ensemble de l'espace public, y compris ses aspects économiques. Cela suppose une culture politique et un apprentissage que les mouvements sociaux n'ont pas toujours su entreprendre face à la dévalorisation du politique. Il est d'ailleurs probable que ce soit par une pluralité d'organisations politiques agissant de concert que le nouveau rapport de forces se construira à l'avenir.

Enfin, cinquième perspective : « mondialiser les résistances et les luttes » devient un objectif immédiat. La multiplicité des mouvements et leur foisonnement peuvent être un obstacle dans la mesure où ils demeurent émiettés, atomisés ; mais ils peuvent être une force si, surmontant la simple juxtaposition, ils entrent dans une convergence fonctionnelle, comme ce fut le cas à Seattle, à Washington, à Bangkok, à Prague, à Nice, à Davos, à Porto Alegre. L'année 2000 a été celle de ces convergences. Il faudra désormais les doter de moyens d'opérer aussi bien sur le plan analytique que de l'intercommunication, entre autres par la constitution progressive d'un inventaire des mouvements et de leurs réseaux. C'est ce que désire accomplir le Forum mondial des Alternatives².

Nous pouvons dire en conclusion que l'affirmation de la société civile passe d'abord par sa définition. Celle d'en bas ne pourra être mondialisée que dans la mesure où elle se construit solidement sur le plan local pour agir internationalement. Elle sera définie par les acteurs eux-mêmes dans les divers

champs de l'organisation des rapports sociaux, des communications, de la culture, de l'environnement. À Porto Alegre, quelque chose de neuf est né : une conviction commune, une nouvelle culture capable de remettre en question la « pensée unique », un nouvel espoir. Comme le disait alors Eduardo Galeano : « Gardons le pessimisme pour des temps meilleurs ! »

¹ Voir Alternatives Sud, Vol. V, 1, « La société civile, lieu des luttes sociales », 1998.

² Le Forum Mondial des Alternatives.

Rony Brauman

Membre et ancien président de Médecins sans frontières. Écrivain et enseignant

L'action humanitaire en proie à la mondialisation marchande

Daniel Bensaïd : *À partir de ton expérience personnelle, comment les métamorphoses du droit international et la subordination progressive de la notion de droit à celle de justice internationale ont-elles affecté le champ de l'intervention humanitaire ?*

Rony Brauman : Les inflexions sont nettement perceptibles. Dans les années 70, à une époque où l'on parlait de « nouvel ordre économique » mondial, de nouvel ordre de l'information, ou encore d'une refonte des rapports Nord/Sud, une vision du monde inspirée du marxisme et de la critique anti-impérialiste était encore prégnante. Y compris en France lorsque Giscard a commencé à s'approprier cette thématique dans le cadre d'une idéologie du progrès, du développement, et de l'égalisation de l'échange.

Dans les années 80 – disons après l'intervention soviétique en Afghanistan et le tournant symbolique autour de la question des *boat people* – une nouvelle démarche apparaît. C'est alors que l'on assiste à une montée en puissance de l'humanitaire. Des rapports Nord/Sud, l'axe de la représentation du monde bascule au profit de l'affrontement Est/Ouest. Les démocraties libérales occidentales, fortes de leur potentiel de compassion, prétendent alors voler au secours de nouveaux damnés de la terre dont les réfugiés deviennent la représentation emblématique. Ces réfugiés sont présentés et perçus avant tout comme des gens qui fuient « le communisme » auquel ils ont opposé une résistance armée. De 1978 à 1982, l'évaluation du nombre de personnes déplacées passe ainsi de 3 à 11 millions, dont une dizaine de millions provenant de régions où des régimes dits communistes, plus ou moins influencés par l'Union soviétique et la Chine, jouent un rôle important.

Une nouvelle donne internationale se dessine alors qui pèse sur les représentations. C'est le moment du triomphe de l'humanitaire et de ce qu'on a appelé le « sans-frontiérisme ». Pourquoi ce discours humanitaire a pris à ce point ? C'est qu'il s'agit d'un tournant de la situation internationale où l'universalisme